

La Gazette des Comores

*Paraît tous
les jours sauf
les week-end*

Quotidien Indépendant d'Informations Générales

19^{ème} année - N° 3279 - Vendredi 16 Novembre 2018 - Prix : 200 Fc

CRISE AU SEIN DE LA CRC

Hamidou Karihila claque la porte



POLITIQUE

L'Union de l'opposition règle ses comptes

LIRE PAGE 3

Visitez le site de la Gazette
www.lagazettedescomores.com

Prières aux heures officielles
Du 16 au 20 Novembre 2018

Lever du soleil:

05h 31mn

Coucher du soleil:

18h 12mn

Fajr : 04h 18mn

Dhouhr : 11h 56mn

Ansr : 15h 27mn

Maghrib: 18h 15mn

Incha: 19h 29mn



TOURISME

Validation de la stratégie nationale du tourisme aux Comores

Le ministre des Transports en charge du Tourisme a organisé hier jeudi, une rencontre de validation de la stratégie de développement et du plan d'aménagement touristique aux Comores (2019-2035). Le but est de fédérer tous les acteurs liés directement ou indirectement au secteur du tourisme afin de mieux appréhender les réponses adéquates et durables pour un développement planifié du tourisme.

Le gouvernement Comorien a décidé d'élaborer une stratégie d'appui au développement du tourisme en Union des Comores d'une durée de 15 ans. Elle sera dotée d'un plan d'aménagement et de développement touristique, clair et transparent sur la base des principaux sites identifiés comme

étant dotés de potentiels et d'une feuille de route établie à partir de cette stratégie. Hier jeudi, les acteurs du tourisme étaient tous réunis pour un examen critique des rapports élaborés, formuler des suggestions et recommandations en vue d'enrichir la stratégie nationale de développement et du plan d'aménagement touristique aux Comores.

« Cet atelier de validation qui nous réunit aujourd'hui a pour vocation de fédérer tous les acteurs liés directement ou indirectement au secteur du tourisme afin de mieux appréhender les réponses adéquates et durables pour un développement planifié du tourisme. Il a également comme objectif de procéder à un examen critique des rapports élaborés, formuler des suggestions et recommandations en vue de les enrichir et au final de les valider », a fait



Atelier sur la stratégie du tourisme

savoir Nordine Ahamad, le ministre des Transports en charge du tourisme.

Un cabinet d'étude composé de consultants internationaux et natio-

naux a été recruté sous financement du projet de Renforcement des Capacités Institutionnelles par la Banque Africaine de Développement pour préparer les

documents. La stratégie nationale du tourisme va mettre l'accent sur le développement de l'écotourisme, le développement de l'agro-tourisme à Anjouan, la relance du tourisme balnéaire pour ne citer que ceux là.

« Désormais, le développement touristique ne pourra se faire d'une manière anarchique, mais dans le cadre des zones propices identifiées par le Plan d'Aménagement Touristique afin de sécuriser les investissements, rassurer les investisseurs et dynamiser le secteur », avance le ministre. Ce dernier espère que cette stratégie servira de base pour le développement touristique dans notre pays et que les efforts se focaliseront sur la mise en œuvre du plan d'action qui en découle.

Mohamed Youssouf

RENCONTRE DE L'AGROALIMENTAIRE DANS L'OCÉAN INDIEN

La 7e édition s'ouvre ce vendredi à Moroni

La 7e édition de la rencontre des Agroalimentaires de l'Océan indien s'ouvre ce vendredi à Moroni. Cette rencontre du réseau QualiREG va se dérouler du 16 au 21 novembre prochain. Hier jeudi, les organisateurs ont tenu une conférence de presse pour annoncer l'événement.

Chaque année, le réseau QualiREG organise les Rencontres de l'Agroalimentaire en Océan Indien. C'est une occasion unique d'échanger entre chercheurs, techniciens et professionnels sur les enjeux du secteur agroalimentaire, de découvrir les projets de recherche en cours ou à venir. Il s'agit également de promouvoir les innovations et les savoir-faire présents dans la région de l'Océan Indien, ou encore d'établir de nouvelles collaborations. « Pour cette 7e édition, nous allons découvrir les savoir-faire et richesses de cet archipel de l'Océan Indien



Rencontre sur l'agroalimentaire de l'Océan indien

», explique Vincent Porphyre, coordinateur régional du réseau de la Réunion.

QualiREG est un réseau scientifique et technique d'acteurs de l'a-

groalimentaire dans l'Océan Indien. Actif depuis 2010, il vise à améliorer et à valoriser la qualité des aliments de la région et regroupe aujourd'hui près de 50 membres à

la Réunion, Madagascar, Maurice (et Rodrigues), aux Comores, aux Seychelles et en Afrique du Sud. Fort d'une grande diversité de partenaires, le réseau QualiREG poursuit plusieurs objectifs dans une perspective d'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et de développement économique des pays de l'Océan Indien. Et parmi ces missions, l'amélioration des produits agroalimentaires mais aussi la valorisation de la biodiversité pour la santé et le bien-être.

Agir en faveur de la sûreté sanitaire des aliments de l'Océan Indien, appuyer les filières par la labellisation et les dynamiques collectives et soutenir les entreprises via la promotion d'innovations figurent également sur le programme. « Cette 7e Rencontre de l'Agroalimentaire en Océan Indien ne pourrait voir le jour sans l'implication de l'équipe d'animation du réseau QualiREG et du Comité local d'organisation », annonce Sarah

Detournay - Cirad Réunion qui ajoute que « cet événement est le fruit d'une collaboration entre le Cirad à La Réunion, la Faculté des Sciences et Techniques de l'Université des Comores, l'INRAPE, l'Herbier des Comores, la Fédération Comorienne des Consommateurs et l'Alliance française des Comores ».

Plusieurs partenaires (plus de 10) dont l'Union Européenne soutiennent ce réseau QualiREG à travers le Fonds Européen de Développement Régional (FEDER). Ce dernier vise à renforcer la cohésion économique et sociale dans l'Union européenne. Pour la période 2014-2020, le programme INTERREG-V dans l'Océan indien disposera d'un budget de 63,2 millions € du FEDER.

Ibnou M. Abdou

A Volo-Volo, les marchands... crient à l'arnaque!

Les vendeurs du marché de Volo-volo s'indignent contre la gestion du marché. Hier en début de matinée, ils ont pris d'assaut la mairie de la capitale, responsable des marchés de la Ville.

"La mairie est responsable des marchés de Moroni. D'habitude, elle nous envoie des chefs pour assurer la gestion et l'entretien du marché mais il y'a une personne que nous ne voulons plus voir aux alentours de Volo-volo!", s'emporte Mma Kala, vendeuse au marché. Tous semblent indexer un homme. Agent de la mairie, ce dernier serait chargé

de la distribution des places au marché.

« Il peut venir demander 5000 kmf aujourd'hui, et revenir le lendemain avec quelqu'un d'autre à qui il attribuera la place qu'il nous a donné la veille. Et si tu contestes, il te fait savoir qu'il est le chef et qu'il peut faire ce qu'il veut! », insiste Mma Kala. Une situation qui exaspère les vendeurs qui avaient alors exigé son remplacement. Une requête qui leur a été accordée. Mais dès le départ du maire, les membres du bureau auraient reconduit la même personne au même poste. D'où la grogne des revendeurs du marché.

Dini Ahamada explique lui que

l'agent, dont nous taïrons le nom, "revend les places aux plus offrants". « La mairie a mis en place des badges pour les marchands. Nous ne sommes pas opposés à cela. Au contraire! Cela nous permet de travailler dans des bonnes conditions car de nos jours, tous les marchands travaillent avec les banques. Donc avoir une carte professionnelle facilite le travail ». Pour une place où poser son étal, chacun d'eux est tenu de verser 200 kmf plus 2400 kmf, par mois et par personne. L'agent indexé, lui, avait ses tarifs. "Ils nous arnaquaient", se plaignent les marchands.

A.O Yazid



Marchands de Volo-Volo

Malgré ses 19 ans de collaboration avec Azali Assoumani, Hamidou Karihila quitte le navire de la CRC, le parti au pouvoir. Une annonce que l'intéressé a rendu publique hier, jeudi, lors d'un point de presse.

CRISE AU SEIN DE LA CRC

Hamidou Karihila claque la porte

"E n ce jour du 15 novembre 2018, moi, Hamidou Karihila, fils de Karihila Hamadi, sergent chef et tirailleur lors de la première Guerre Mondiale, décide de me retirer du navire CRC. Je retire mon soutien politique et ma confiance accordés au président Azali Assoumani, depuis presque 19 ans ». La nouvel-

le, annoncée de façon solennelle, est tombée hier. L'ex-secrétaire national de la Convention pour le Renouveau des Comores se retire du parti au pouvoir.

Lors de sa déclaration, cet ancien ambassadeur a dit son souhait de tenir un congrès pour faire élire une autre personne pour conduire le parti. H. Karihila regrette d'avoir été écarté du cercle de décision du parti et du pouvoir, avec dit-il la complicité de sa famille politique, depuis que le président

Azali a été réélu à la présidence de la république.

« Depuis la fin du mandat Azali 1 (mai 2016), je me suis installé aux Comores pour continuer le combat aux cotés de mon chef. Ensuite, j'ai intégré le bureau national du parti CRC. J'étais là quand le parti traversait des crises sans précédent », se rappelle-t-il. Des crises qui ont poussé certains cadres à fuir le pays pendant que d'autres ont quitté le parti pour s'allier à la mouvance présidentielle de l'époque.

Lorsqu'il était secrétaire national du parti pendant la crise interne déclenchée par de hauts cadres de la Crc contre leur président d'honneur Azali Assoumani, Hamidou Karihila assure avoir essayé "avec l'aide de Dieu" de mettre en place les cellules dans les différentes régions du pays. « C'était lorsque le parti s'est présenté aux élections législatives et où deux candidats, Maoulana Charif et Ali Mhadji, ont été élus députés. Sous ma direction, Azali a été réélu président de la république en 2016

avec bien sûr nos alliés politiques, particulièrement Sambi », ajoute Karihila dont le retrait de la Crc sonne comme un coup dur porté au parti. Hamidou Karihila a été décoré le 6 juillet 2017, à la place de l'Indépendance par le chef de l'Etat qui l'a élevé au grade de Chevalier de l'Ordre du Croissant vert comorien.

Ibnu M. Abdou

POLITIQUE

L'Union de l'opposition règle ses comptes

Dans une longue déclaration, l'Union de l'opposition s'en est violemment pris au régime en place. Elle est revenue sur la nomination d'un administrateur provisoire de l'île d'Anjouan mais pas seulement. L'Union de l'opposition s'est longuement étendue sur les principales entorses aux institutions effectuées par le Gouvernement Azali, dont elle dit, en filigrane, qu'il est complotiste.

L'Union de l'opposition a publié une déclaration ce 14 novembre suite à « la crise à Anjouan » qui a découlé de la nomination, par décret présidentiel, d'un administrateur à Anjouan le 08 novembre dernier. Dans ce document de presque 3 pages, elle s'en est violemment pris au gouvernement.

L'Union de l'opposition n'est pas passée par 4 chemins. Ainsi, dès la première phrase, la nomination

d'Abdallah Mohamed au poste d'administrateur provisoire est incriminée. « En nommant « un administrateur » pour remplacer le gouverneur légal et légitime d'Anjouan, Dr Abdou Salami Abdou, le président de la république poursuit sa marche forcée contre les institutions de la République, contre l'ordre constitutionnel, contre les institutions insulaires », a-t-elle d'emblée accusé.

Le ton est loin d'être tendre. L'Union de l'opposition n'a pas fait dans la dentelle. Sur un ton encore plus acerbe, elle poursuit : « la déposition du Dr Abdou Salami Abdou par une opération commando de l'armée, est un acte autant brutal que grave porté contre le droit, contre la démocratie, contre la volonté populaire du peuple comorien en général, et la population d'Anjouan en particulier ».

L'UO accuse franchement le gouvernement de complotisme. «

Le pouvoir accuse Dr Salami de complicité et même d'être le commanditaire de l'insurrection armée qui avait paralysé Anjouan une semaine durant ». Et d'enfoncer, « cependant, comme c'est son mode opératoire (du gouvernement, ndlr) pour éliminer des opposants gênants, l'accusateur ne produit aucun début de preuve de ses accusations avant de s'attaquer à un grand élu du peuple ». Un mode opératoire, qui est selon elle, une vieille recette éculée qui a servi et desservi tous les despotes de la planète.

La déclaration est ensuite revenue sur les principaux « faits d'armes » de l'actuel régime. Le placement en mandat de dépôt « vient à la suite de la dissolution de la commission anti-corruption, celle de la commission des droits de l'homme, elle vient après la suppression de la cour constitutionnelle et après la liquidation progressive de tous les

acquis relatifs à l'autonomie des îles ».

Et de broser un portrait élogieux du Dr Salami, « patriote émérite, infatigable défenseur de l'ordre constitutionnel, courageux dénonciateur de la dictature en place ». Celui-ci « était devenu depuis longtemps un sérieux adversaire du despotisme, donc un ennemi à abattre ». Et puisque, « le piège de la prétendue attaque à la kalachnikov de la voiture du vice-président Moustradrane n'a pas réussi à l'attraper, il a fallu recourir à d'autres mises en scène ».

Le document est longuement revenu sur l'emprisonnement de l'ancien président Sambi, « l'exil forcé du vice-président Djaffar, les arrestations des hauts dirigeants du parti Juwa, la levée dans des conditions rocambolesques de l'immunité parlementaire de députés opposants ».

Toutes ces opérations « pren-

ent place dans l'ensemble des manœuvres et des basses machinations destinées à déstabiliser les forces de l'opposition, à créer des divisions en son sein comme au sein de chaque parti pour finalement pêcher en eaux troubles ».

Enfin, l'Union de l'opposition « exige le retour à l'ordre constitutionnel, et en particulier, le rétablissement du Dr Abdou Salami dans ses fonctions de gouverneur de l'île d'Anjouan, appelle tout le peuple et tous les démocrates à continuer et résister à la dictature ». Elle a en outre, encore une fois, lancé « un appel insistant à la communauté internationale à prendre la pleine mesure de la grave situation qui prévaut aux Comores et continuer à accompagner et soutenir le peuple comorien dans ces moments difficiles de son histoire ».

Faïza Soulé Youssouf

VISAS-COMORES-MAROC

Les demandeurs de visas sont-ils arnaqués ?

Les étudiants demandeurs de visas pour le Maroc ont manifesté hier devant les bureaux du Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale (MAECIF). Sur les 200 demandes effectuées, aucune n'aurait reçu de réponses favorables.

La tension était à son comble hier devant le siège du Ministère des affaires étrangères. Plus de 200 étudiants demandeurs de visas pour le Maroc ont manifesté leur colère devant les rejets dont ils ont tous fait l'objet. Dépêchées sur les lieux, les forces de l'ordre et la police nationale ont dû intervenir pour éviter que la situation ne dégénère. Il faut dire qu'en face, la tension était palpable. « Ce sont tous des arnaqueurs! Voleurs! », pouvaient-on entendre.

Tous réclament que les autorités leur rendent leurs passeports. D'autres espèrent qu'on leur rembourse les frais qu'ils ont déboursés. « Le secrétaire général du MAECIF nous a reçu. Notre discussion a été

peu constructive mais il a agi en responsable », admet Ben Antuf Ahmada qui exclut toutefois l'idée de récupérer les passeports sans les 50 euros exigés lors de la demande de visa. « Lors de cette discussion, Ali Mohamed a proposé qu'on fasse signer une liste aux demandeurs. Moi je me suis exprimé en disant que si on doit nous rendre les passeports, ça sera avec tout ce qui va

avec notamment l'argent mais mon idée n'a pas plu à mes collègues », dira-t-il.

Membre de la commission créée par le collectif, Ben Antuf regrette que depuis le début, le ministère n'ait pas joué la carte de la franchise. Il affirme que les documents en question sont toujours à la représentation comorienne de Tanzanie. « Depuis juillet que nous avons fait la

demande, aucun passeport n'a été émis à l'Ambassade du Maroc », regrette-il. Revenant sur les faits, notre interlocuteur montre qu'après plusieurs rencontres et réclamations, ils s'étaient donnés jusqu'au 15 octobre pour la dernière conclusion. Raison pour laquelle il est "hors de question de céder à la demande des autorités".

Propos non respectés car en fin d'après-midi, le Ministre de l'Intérieur et le Directeur de Cabinet Chargé de la Défense se sont entretenus avec le collectif dans les locaux du MAECIF. Le président du collectif, Youssouf Said explique qu'après discussions, les deux parties ont convenu qu'un représentant de l'Etat sera dépêché en Tanzanie pour s'enquérir de la situation. Ce dernier montre que Mohamed Daoudou et Youssouf Mohamed se sont engagés, au nom du Gouvernement, à faciliter le dépôt des dossiers à l'Ambassade de Maroc. Youssouf Said assure qu'une réponse leur sera donnée dès aujourd'hui afin de conclure sur la procédure finale.

Pour rappel, le 5 novembre dernier, le secrétaire d'Etat chargé de la Coopération avait exclu toute responsabilité relevant du MAECIF sur cette affaire. Devant la presse, Djoumoi Said Abdallah avait expliqué que les accusations portées sur le secrétaire général adjoint du ministère n'engageaient que lui. D'abord parce que le ministère n'avait que deux autorités, à savoir le Ministre Soeuf Mohamed Elamine et lui en l'occurrence, ensuite parce que le ministère des Affaires Etrangères ne délivre pas de visas. Cette déclaration devant la presse intervient après que certaines autorités du MAECIF et du ministère de l'Education aient été interpellées par la brigade de recherches et contraintes de répondre à des accusations de détournement et escroquerie. Malgré les mesures annoncées par la deuxième personnalité du MAECIF, aucune suite n'a été donnée jusqu'à cette matinée du 15 novembre. Quel avenir pour ces étudiants? Peut-on parler d'arnaque?

A.O Yazid



Etudiants en colère devant le ministère des affaires étrangères

INSERTION LEGALE

Maître Youssouf MSA, Avocat à la Cour, y demeurant, Immeuble DAR SAANDA, Face au Palais de Justice, Moroni UNION DES COMORES, Tél : 338. 63. 23, E-mail oasiscabavocatmsa@gmail.com,

Vente sur saisie immobilière au plus offrant et dernier enchérisseur.

En l'audience des saisies immobilières spécialement organisée, le Mercredi 30 NOVEMBRE 2018 à 9H30, au cabinet de la SCP DJAE HARIMYA YOUSOUF, notaires associés à Moroni-Dar-SAADA immeuble -RIDJAL B.P 7911 Tél : 336. 28. 52 / 343. 57. 28 / 340. 79. 67

ON FAIT SAVOIR A TOUS CEUX A QU'IL APPARTIENDRA :

Qu'en vertu de la grosse dûment en forme exécutoire en l'espèce l'arrêt N°46/15 du 09 septembre 2015, rendu par la Cour d'Appel de Moroni, et par suite d'un commandement aux fins d'une saisie immobilière signifié par Maître ZAHARA SOILIH, Huissier de Justice à Moroni, y demeurant Immeuble DAR SAANDA 2eme étage BP 2513 tél : 335 40 36, signifié à Monsieur AHMED MHOSSINE, Gérant et caution hypothécaire de la société CONCEPT ELECTRONIQUE ayant son siège social à ITSANDRA MDJINI, demeurant en cette qualité audit siège social, publié et enregistré au bureau de la conservation foncière de Moroni, le 10/07/ 2018, sous le N° 148

ET aux requêtes, poursuites et diligences de la Banque Pour l'Industrie et le Commerce des Comores (BIC-COMORES) Société Anonyme au capital social de 300 000 000 KMF, Inscrite au RC de Moroni sous le N°176 B 81 représentée par son Directeur Général, Monsieur Louis Marcel GERVINET, dont le siège social est situé à MORONI Place de France, MORONI UNION DES COMORES, créancier saisissant, Ayant pour Avocat, Maître Youssouf MSA, Avocat à la Cour, y demeurant, Immeuble DAR SAANDA, Face au Palais de Justice, Moroni UNION DES COMORES, Tél : 338. 63. 23,

En présence des membres de la SCP DJAE HARIMYA YOUSOUF, Notaires associés à Moroni-Dar-SAADA immeuble -RIDJAL B.P 7911 Tél : 336. 28. 52 / 343. 57. 28 / 340. 79. 67 et de la société CONCEPT ELECTRONIQUE ayant son siège social à ITSANDRA MDJINI, demeurant en cette qualité audit siège social, propriétaire de l'immeuble dit « SARAF » sise à ITSANDRA MDJINI d'une contenance de 11 A 88 CA référencée sous le N°889-DLA en date du 17/04/2004 affectée en garantie hypothécaire enregistrée au Service Central des Affaires Foncières et Domaniales le 12/01/2005 sous le N°57, dans le cadre d'un prêt bancaire accordé par la BIC-COMORES, jamais remboursé, il sera procédé le Mercredi 30 NOVEMBRE 2018 à 9H30, En l'étude de la SCP DJAE HARIMYA YOUSOUF, notaires associés à Moroni-Dar-SAADA immeuble -RIDJAL B.P 7911 Tél : 336. 28. 52 / 343. 57. 28 / 340. 79. 67, à la vente saisie immobilière au plus offrant et dernier enchérisseur, des biens dont la désignation suit :

Propriété dite « SARAF » sise à ITSANDRA MDJINI d'une contenance de 11 A 88 CA référencée sous le N°889-DLA en date du 17/04/2004 affectée en garantie hypothécaire enregistrée au Service Central des Affaires Foncières et Domaniales le 12/01/2005 sous le N° 57.

MISE A PRIX

La propriété dite « SARAF » sise à ITSANDRA MDJINI d'une contenance de 11 A 88 CA référencée sous le N°889-DLA en date du 17/04/2004 affectée en garantie hypothécaire dans le cadre d'un prêt bancaire accordé par la BIC-COMORES, sera offert aux enchères sur la mise à prix de **22. 067. 391 FC** (Vingt-deux millions soixante-sept mille trois cent quatre-vingt-onze francs comoriens), **sans préjudice de tous autres dus, agios, intérêts et frais, le tout en dernier ou quittance valable**, outre les charges, clauses et conditions énoncées au cahier des charges, les enchères seront reçues sur la mise à prix ci-dessus.

Fait et rédigé à Moroni, le 13 novembre 2018 par l'Avocat poursuivant soussigné.

Fait et rédigé à Moroni, le 13 novembre 2018 par l'Avocat poursuivant soussigné.

Maître YOUSOUF MSA
 Docteur en Droit
 Chargé d'enseignement à l'Université des Comores
 Avocat à la Cour
 Immeuble DAR-SAANDA, Face au Palais de Justice
 Tél: 773 86 83 - GSM: 336 63 23
 E-mail: oasiscabavocatmsa@gmail.com

S'adresser pour tout renseignements à :

S'adresser pour tout renseignements à :

- **Maître Youssouf MSA, Avocat à la Cour, y demeurant, Immeuble DAR SAANDA, Face au Palais de Justice, Moroni UNION DES COMORES, Tél : 338. 63. 23, E-mail oasiscabavocatmsa@gmail.com, dépositaire d'une copie du cahier des charges ;**
- **Maître ZAHARA SOILIH, Huissier de Justice à Moroni, y demeurant Immeuble DAR SAANDA 2eme étage BP 2513 tél : 335 40 36, dépositaire d'une copie du cahier des charges ;**
- **SCP DJAE HARIMYA YOUSOUF, Notaires associés à Moroni-Dar-SAADA immeuble -RIDJAL B.P 7911 Tél : 336. 28. 52/ 343. 57. 28/ 340. 79. 67, dépositaire d'une copie du cahier des charges ;**
- **Au greffe du Tribunal de Première Instance de Moroni, où le cahier des charges est déposé**
- **Et sur les lieux**



CONFÉRENCE DE PRESSE DU STAFF DES COELACANTHES

« Attention, ne sous-estimons pas le Malawi »

Les Cœlacanthes affrontent demain à Moroni le Malawi, dans le cadre de la 5e journée de la Coupe d'Afrique des Nations. Préoccupé par ce rendez-vous concluant, le staff technique, entouré par deux représentants des joueurs, a tenu une conférence de presse à Moroni, hier. « On aura besoin une présence massive et assourdissante du public pour booster l'équipe! », encourage Ben Amir Saandi, manager des Cœlacanthes.



Dès l'ouverture de la conférence, Amir Abdou, coach des Cœlacanthes a tenu à rappeler le défi de cette 5e journée : « Malawi est une équipe à prendre au sérieux. Certes à l'aller, on était confronté à des conditions de travail pénibles : ramadan, donc préparation difficile, fin de saison, synonyme d'intense fatigues, d'accumulation... Les joueurs ne se sentaient pas au mieux de leur forme ». Aujourd'hui, un autre problème surgit. Le forfait des éléments aguerris de l'équipe. « L'état d'esprit des joueurs est stable. Nous gérons un groupe homogène, solide, solidaire,

et surtout apte à se sacrifier pour l'honneur de la nation », explique Amir.

Une partie de l'assistance se demandait si les cinq sélectionnés locaux ont retenu l'attention du staff. Le coach bondit : « Je comprends votre chauvinisme. S'ils sont avec nous, c'est qu'ils ont le niveau

requis. Il est prématuré de dresser l'ossature de l'équipe maintenant... ». Le contrat du coach prend fin à la fin du mois. Sera-t-il remercié ou maintenu ? « Écoutez, pour l'heure je suis préoccupé par le match contre Malawi. La décision relève de la fédération qui est mon employeur ».

La conférence a été également l'occasion pour les conférenciers de clarifier certaines choses. Sur le match opposant les Comores au Maroc, un journal local avait titré : « les Comores ont été tenus en échec par le Maroc ». Un "manque de respect", regrette un des conférenciers. « Le Maroc est un mondia-

liste, une puissance du football africain. Nous avons une équipe qui grandit bien. Demain, on va gommer les erreurs commises avant, erreur d'inattention, renforcer la concentration, apporter plus de rigueur au jeu ».

Sur le match de demain, on a appris qu'il se jouerait sur le terrain de Moroni, et non à Mitsamiouli. Certains se demandent donc si le lieu est adapté à ce grand duel. Ben Amir Saandi, le manager des Cœlacanthes réagit : « Ce n'est pas nous qui avons fait le choix. Le terrain de Moroni n'est pas large. Il convient à une équipe qui joue la défensive. Et c'est ce que Malawi va faire. La victoire lui importe peu. Il vise la 3e place. De plus, en termes de capacité d'accueil, Mitsamiouli est plus adapté... ». Amir Abdou ajoute : « Malawi peut nous mettre en difficulté. On va s'adapter. L'essentiel, c'est de se concentrer, d'être véloce à la récupération et performant. Le groupe est capable de s'imposer ».

Bm Gondet

COUPE DE LA LIGUE À MOILI

Face à Fomboni, Volcan arrache le titre national

L'île de Djumbe Fatima avait abrité l'édition 2018 de la Coupe de la Ligue, phase nationale. L'ambassadeur de Ndzuouani, Ziara, traîne en lanterne rouge, suivi en 2e position par les Mohéliens de Fomboni club. Volcan, émissaire de la ligue de Ngazidja, resplendit au sommet du podium grâce à la vivacité de Basler Kamal (35e, 1-0) et de Petit Simba Bacar Youssouf (72e, 2-0) lors de la finale le mercredi 14 novembre dernier, au détriment des locaux.

"Il n'existe pas une finale simple. On avait battu Volcan club de Moroni (4-1) en première demi-finale. Il a pris sa revanche devant Ziara club de Sima, en 2e demi-finale. Donc, la finale était une véritable revanche. Elle a pris une allure particulièrement tendue et explosive. On a mis du temps à rentrer dans la cadence du jeu. On a raté beaucoup d'occasions. Le match a été dirigé par deux arbitres centraux. La transition a refroidi nos joueurs et cassé le rythme du jeu. Ils s'étaient efforcés à respecter la neutralité », a

lâché Auguste Rabemanantsoa, entraîneur de Fomboni club. Mercredi, Volcan a arraché le titre national lors d'un face à face tendu avec Fomboni Club.

Abdel Kamal, membre du staff technique de Volcan, est explicite : « On s'était bien préparé pour relever le défi. C'est réussi! Le jeu de Fomboni club repose sur deux éléments flamboyants. Nous avons exercé de gros pressing sur Goth et Raïdou. Du coup, leur marge de manœuvre était restreinte. Lors de la première demi-finale, notre effectif était incomplet. On a encaissé (4-

1). En finale, nous avons renversé la tendance (2-0). Je félicite l'équipe ».

Comment se prépare la nouvelle saison ? Rabe de Fomboni club assure : « L'effectif reste le même. Le traitement des joueurs est excellent. Aucun joueur ne pense rejoindre Volcan, ni une autre équipe. L'hypothèse d'un renfort est soutenable mais c'est un domaine qui

relève des dirigeants ». Abdel de Volcan, lui, reste évasif : « C'est universel. En intersaison, les équipes se préoccupent du renfort. Pourquoi pas nous ? Vous saurez plus tard nos nouvelles recrues. Pour l'heure, on pense à la Ligue des Champions d'Afrique ».

Bm Gondet



La Gazette des Comores
BP 2216 Moroni - UNION DES COMORES
Tél. (269) 37-79-80 - 33 26 76

BULLETIN D'ABONNEMENT

Nom : _____
Prénom : _____
Adresse postale : _____ email : _____
Tél. : _____ Fax : _____ Mob : _____

Périodicité :
3 mois Montant : _____
6 mois Montant : _____
12 mois Montant : _____

Mode de règlement :
Espèces
Chèque n° _____
Virement bancaire réf. : _____

Moroni le,
Signature : _____

Tarifs d'abonnement
(Valable à compter du 1er janvier 2015)

	Mensuel		Trimestriel		Semestriel		Anuel	
	FC	Euro	FC	Euro	FC	Euro	FC	Euro
Comores	4 500	9	12 500	25	25 000	51	50 000	102
Etranger	6 000	12	17 000	35	32 000	65	62 500	127

SÉCURITÉ

Formation de formateurs sur la mise en place d'un Plan Communal de Sauvegarde

Le plan communal de sauvegarde est un document opérationnel visant à gérer une crise de sécurité civile sur une commune. Il prévoit et organise l'ensemble des mesures à mettre en œuvre sur la commune en cas de risque majeur. La Direction Générale de la Sécurité Civile des Comores, en partenariat avec le Bureau National de Gestion des Risques et Catastrophes de Madagascar, a tenu les 13 et 14 novembre à Fomboni une formation visant à renforcer les capacités des acteurs de la sécurité civile, au niveau national, insulaire et communal sur l'élaboration et la mise en œuvre d'un plan de sauvegarde communautaire et d'un plan de communication de gestion des risques de catastrophes.

L'objectif majeur de la formation, qui a reçu l'appui entre autre du Programme Alimentaire Mondial (PAM) et du Programme des Nations-Unies pour le Développement (PNUD) à travers le projet Renforcement de la Résilience des Comores aux risques de catastrophes liées au changement et à la variabilité climatique (RRC), est qu'à terme, ces acteurs puissent

former les communautés sur comment formuler leurs propres besoins en cas de risques de catastrophes et aussi assurer l'implication des mêmes communautés dans la conception du plan communal de sauvegarde. « Un partenariat entre la Direction Générale de la Sécurité Civile (DGSC) et le Bureau National de Gestion des Risques et Catastrophes de Madagascar (BNGRC) est initié pour le partage de connaissances et d'expérience ainsi que la mutualisation des moyens, pour une meilleure préparation et gestion des risques de catastrophes », a affirmé le Directeur Général de la Sécurité Civile, le Colonel Ismael MOGNE DAHO.

Cette formation fait partie des actions menées par la sécurité civile comorienne pour préparer la prise en charge des risques et catastrophes à base communautaire dans le but de réduire la vulnérabilité des populations exposées aux catastrophes. Fatimata SOW-SIDI-BE, Directrice Adjointe du Programme Alimentaire Mondial (PAM) à Madagascar, a quant à elle rappelé que le PAM accompagne un partenariat entre deux gouvernements qui sont celui des Comores et celui de Madagascar et que la



Participants à l'atelier sur la sécurité civile

volonté des deux gouvernements est déjà de collaborer dans la prévention et la gestion des risques de catastrophes.

En parallèle à cette formation, a aussi été organisé un atelier logistique en vue de créer un groupe de travail de « Préparations aux urgences ». Ainsi, les facilitateurs du BNGRC et du PAM Madagascar ont durant les deux jours travaillé

avec l'équipe de la Direction Régionale de la Sécurité Civile de Mohéli et les partenaires logistiques dans les zones à haut risque pour développer une compréhension commune des risques liés à la chaîne d'approvisionnement et établir un mécanisme de coordination et planification des activités de préparation aux urgences au niveau insulaire et local. Le Général RAMBO-

LARSON Charles, Secrétaire Exécutif Adjoint de la BNGRC a rappelé que « nos deux pays étant situés dans le bassin sud-ouest de l'océan indien, nous sommes exposés à des aléas hydrométéorologiques chaque année ».

A.O.Yazid



Job details:

Job #: req1070
 Organization: World Bank
 Sector: Administration/Office Support
 Recruitment Type: Local Recruitment
 Department/Division: World Bank Office: Moroni (AFMKM)
 Grade: GA
 Term Duration: 2 years 0 months
 Hire Type: Non-Managerial
 Location: Moroni, Comoros
 Required Language(s): English, French, Comorian
 Preferred Language(s):
 Closing Date: 11/26/2018 (MM/DD/YYYY) at 11:59pm UTC

Description

The World Bank, a leading multilateral institution in global economic development, is currently looking for a highly organized, energized and experienced person capable of operating effectively in a very demanding, fast-paced environment to serve as Driver. The driver will be under the direct supervision of the Program Assistant and will report to the Operations Officer.

Duties and accountabilities:

- Transport of authorized personnel (staff and/or PM and/or Director) to/from airport, meetings, missions, appointments and other official duties;
- Maintain assigned vehicle clean in good condition, record mileage and gasoline consumption;
- Anticipate in any mechanic actions on the assigned official vehicle to prevent any disruption due to foreseeable break downs.
- Distribute mail when necessary, follow up visas application/delivery at the embassies, and follow up tax exemption applications. Upon request, handle with care cash withdrawal or deposit in WB bank accounts. On a daily basis, collect all correspondences, collect visa request from Embassies, and tax exemption documents from the appropriate Ministry Departments on due course. At the Embassies, use tact and diplomacy to deal with difficult cases, in conjunction with the Administration if need arises, until everything is settled on a

Recruitment of on Driver Moroni, Comoros

timely basis, to help the Office meet all relevant deadlines;

- Temporary Tax Exemption and green plate number provision to vehicle of WB and staff entitled to such privilege;
- Ensure that the vehicle's documentation is always current, including display of current insurance cover at all times;
- Observe the host country's traffic rules and regulations;
- Always check and adhere to security information from the supervisor or the environment for safe drive within and outside the cities;
- Use tact and professionalism to deliver these assignments in very good and required conditions, according to World Bank procedures. Use of Road Security and Safety driving requirements to get these personnel feel safe and secured.
- Maintain confidentiality of any passenger's discussions or phone conversations;
- Report accidents or incidents immediately to the supervisor and ensure that the steps required by rules and regulations are taken in case of involvement in an accident;
- Perform any other task assigned by the Resident Representative and/or Supervisor.

Selection Criteria

- High school level at least;
- An experience of at least 5 years driving with knowledge of auto mechanics (ability to drive 4x4 in rough terrain);
- A good geographical knowledge of Comoros;
- A valid driver's license for 4x4 and minibuses, a recent certificate of fitness proving that you are fit to drive;
- An experience working in an international institution would be an advantage;
- Knowledge of computers - MS Office is desirable;
- Ability to work long hours and weekends;
- Committed team player with demonstrated interpersonal skills and ability to work effectively in a multi-cultural/disciplinary environment and able to produce high quality work under pressure.

Please use the following link to apply online: <https://worldbankgroup.csod.com/ats/careersite/jobdetails.aspx?site=1&c=worldbankgroup&id=1070>

Only shortlisted candidates will be contacted for test and interview.